

Libération - mardi 26 avril 2022

Événement

Dans l'Éducation, une «concertation» en plein brouillard

Alexis da Silva

Il a promis une «nouvelle méthode», bien différente de la gouvernance «jupitérienne» qui lui a souvent été reprochée. Pour son «grand chantier de l'école», l'une des priorités affichées du nouveau quinquennat, Emmanuel Macron prévoit «une large concertation» à l'échelon local de «toutes les parties prenantes» : communauté éducative, parents et collectivités. Avec un objectif, adapter les réformes aux besoins des différents territoires.

«Mépris». «Sur le papier, pourquoi pas. Les communes n'ont pas toutes les mêmes priorités éducatives, et raisonner au cas par cas peut avoir du sens. En revanche, il y a beaucoup de flou sur le rôle des syndicats. Au vu du quinquennat précédent, on préfère rester prudents», réagit Stéphane Crochet, secrétaire général du syndicat des enseignants de l'Unsa, deuxième organisation du secteur. Ces dernières gardent en tête «l'échec» du Grenelle de l'éducation, des concertations tenues entre octobre 2020 et février 2021.

«L'événement réunissait beaucoup d'acteurs qui n'avaient rien à voir avec le monde éducatif : des directeurs de grandes entreprises, des anciens sportifs de haut niveau. J'ai le souvenir d'une discussion surréaliste où l'un d'entre eux disait que le plus important était de développer l'esprit d'équipe, comme si c'était ce dont l'éducation avait réellement besoin», témoigne Sophie Vénétiat, secrétaire générale Snes-FSU, premier syndicat dans le secondaire. Cette «déconnexion avec le terrain», Guislaine David, cosecraire générale du SnuiPP-FSU, organisation la plus représentative dans le primaire, l'a également ressentie : «C'était très gênant, car on sentait la volonté de transposer le modèle d'une entreprise privée dans l'école. Alors, si cette nouvelle concertation prévue par Macron ne tient encore pas compte des propositions des principaux acteurs concernés, on n'y voit pas d'intérêt.»

Le positionnement du ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a également écorné le lien de confiance entre les syndicats et le gouvernement. «Il avait un pilotage très autoritaire, assez méprisant», attaque Sophie Vénétiat. Quand il a mis en place la réforme du lycée et du bac par exemple, on l'avait alerté sur les inégalités que ce choix à la carte allait engendrer. Sa seule réponse avait été de nous qualifier de «ventilateurs à angoisses». Aujourd'hui pourtant, Macron lui-même souhaite réintégrer les maths dans le tronc commun.»

«Salaires». «La personnalité de Jean-Michel Blanquer crispait les enseignants. Dans une enquête auprès de 25 000 enseignants du second degré, 95 % le rejetaient», abonde Ghislaine David. Qu'attendre alors du quinquennat à venir ? «Il faut de l'écoute sincère, que le prochain

ministre soit capable de déroger à sa ligne de conduite initiale, en prenant en compte nos revendications les plus urgentes, comme la revalorisation des salaires par exemple», commente Clément Poulet, secrétaire général de la Fnec-FP-FO, troisième organisation dans le premier et second degré.

«On n'a pas vraiment besoin de concertation pour savoir que c'est la priorité numéro 1», complète Guislaine David, pour qui l'augmentation *«inconditionnelle»* des salaires de 10 % annoncée par le Président lors du débat d'entre-deux-tours reste *«très floue»* : *«Son équipe de campagne a dit ensuite que ça ne concernera pas tout le monde. Alors, sur quels critères des enseignants seront mieux rémunérés que les autres ? Et surtout : comment cela ne pourrait-il pas encore diviser la profession ?»*